



La libéralisation de change de la monnaie nationale est une affaire politique !

Pour plus d'Etat, moins de marché !

Contexte.

Depuis 3 décennies, un discours économique dominant se répand partout : « ***l'Etat doit littéralement disparaître au profit du marché qui s'autorégule par lui-même*** ». Ce même discours, néo-libéral, tend à consacrer le recul de l'Etat en tant qu'acteur économique et à courir « ***vers l'émancipation et la libéralisation des agents économiques individuels*** ». « ***Moins d'Etat et plus de marché*** » semble être le fond du paradigme de cette idéologie économique dominante, qui stipule que la logique du marché est bénéfique pour la population car « ***elle libère le potentiel humain et le laisse s'exprimer*** ».

Les institutions financières internationales (FMI, banque mondiale, ...) sont les promoteurs de cette idéologie néolibérale de monétarisme : le FMI pour les volets finances et échanges internationaux, la banque mondiale pour les volets stratégie et développements économiques. Depuis 30 ans, elles ne cessent d'apporter les mêmes formules à des pays à économies diverses et différentes. Il n'y a qu'à voir les recettes « recommandées » par ces mêmes institutions pour s'en apercevoir, surtout pour le Maroc :

- Démantèlement de la compensation : mettre le pouvoir d'achat des marocains entre les mains des cartels de production des hydrocarbures sans aucun accompagnement par ciblage des couches nécessiteuses.
- Privatisation des services publics : Annonce du gouvernement de « la levée de la main de l'Etat sur les services publics, comme l'éducation et la santé » ! (Cf [communiqué de 5 organisations régionales dont Anfass sur le sujet](#))
- Démantèlement progressif de la retraite par solidarité : Engagement d'une réformette paramétrique sans horizon ni vision politique incombant le déficit structurel des caisses de retraites aux seuls contribuables (allongement de l'âge d'activité, hausse des cotisations et baisses des pensions). (Cf [contribution Anfass sur la réforme des retraites](#))
- Accentuation de la « flexibilité » de l'emploi, y compris dans la fonction publique : l'ouverture de postes CDD au sein de l'administration publique, renforçant ainsi la précarité de l'emploi et accentuant le problème des retraites !
- Plans sectoriels non convergents : Pousser chaque département ministériel à œuvrer selon un plan sectoriel distinct, isolé des autres, avec des horizons temporels différents, au-delà du temps politique, refusant ainsi tout recours à la planification stratégique. (Cf la contribution

[Anfass sur la planification stratégique](#) et le [cadre de référence du mouvement en politiques économiques](#))

- Libéralisation du taux de change : rendre la valeur de la monnaie nationale tributaire du « marché » et de la loi de « l'offre et la demande ».

Ce dernier point fait l'objet de ce document.

Introduction.

Lors de la présentation de notre document « [cadre de référence en matière de politiques économiques : Sortir des politiques des limites vers des politiques des possibles !](#) », nous plaidions pour que le « *Maroc recouvre sa souveraineté nationale et populaire, notamment sur la décision socio-économique* », en montrant le chemin d'un développement basé sur « **plus d'Etat et moins de marché** ». Certaines voix médiatiques, économiques et politiques ont taxé nos propositions de « propos d'extrême gauche, vivant encore sur le rêve marxiste ». Nous ne cachons pas notre ancrage à gauche certes, mais, à l'opposée, nous ne sommes pas dogmatiques. Nous rappelons aux adeptes de l'idéologie néolibérale que les vrais dogmatiques sont ceux qui s'attachent à une seule vérité idéologique, le néo-libéralisme en l'occurrence. Ils s'y sont tellement baignés qu'ils considèrent que même la théorie keynésienne relève du discours de la gauche à l'extrême. Soit !

Si extrême gauche veut dire défendre plus d'Etat, plus de services publics, plus de redistribution, ... alors nous sommes fiers d'être les premiers adeptes !

Pour revenir à l'objet du document, à savoir le sujet de la libéralisation de change de la monnaie nationale, nous confirmons que nous n'avons pas de position dogmatique sur le sujet. La politique de change actuelle du maintien du Dirham fort nuit aux industries exportatrices, et continue à imposer à Bank Al Maghrib BAM de subventionner les importations, surtout les produits de luxe !

Dans le présent document, nous commentons les déclarations publiques de notre banque centrale tout en redonnant d'autres angles de vue, et enfin en posant des questions qui nous semblent importantes pour clarifier ce sujet.

Commentaires et questions

Argument BAM N°1 :

« Le FMI a estimé que le Maroc est prêt pour début 2017, j'ai opposé une fin de non-recevoir. J'ai reporté l'introduction de la flexibilité des changes au second semestre 2017 ».

« Contrairement à l'Egypte, pour le Maroc la flexibilité est un choix, un acte volontaire ».

Notre commentaire :

BAM estime d'un côté que le FMI « recommande » une flexibilité le plutôt possible parce que le « Maroc est prêt », et d'un autre côté, il avance que le Maroc a choisi « volontairement » la flexibilité de change, contrairement à l'Egypte, [allusion faite aux résultats désastreux](#) de sa « libéralisation » de change de sa monnaie nationale.

Nous rappelons à juste titre la [déclaration du FMI](#) en Août dernier : « *Le staff du FMI et les autorités marocaines conviennent que la situation actuelle est appropriée pour démarrer cette transition* » à l'occasion de la reconduction du même fond international de « *ligne de précaution et de liquidité LPL* » de 3,47 milliards de dollars. Il ne faut pas être trop intelligent pour comprendre que cette LPL destinée à « *prévenir le pays contre les chocs extérieurs* » a été monnayée contre la flexibilité de change qui aurait le même objectif. Les [conditions d'octroi de la LPL](#) mettent en lumière clairement un regard du FMI sur la politique monétaire !

Il faudra savoir que seuls deux pays bénéficient de cette LPL, la Macédoine et le Maroc !!!

Nos questions :

- Est-ce que la libéralisation de change n'a pas été dans le « package » du deal avec le FMI concernant la « ligne de précaution et de liquidité » ?
- BAM assure que le FMI affirme que « *le Maroc est prêt pour début 2017* » et que notre banque centrale est derrière la décision de report, puis en même temps, BAM affirme que « *pour le Maroc la flexibilité est un choix, un acte volontaire* ». N'y a-t-il pas contradiction ?

Argument BAM N°2 :

« On ne plonge pas dans un chantier comme celui-là sans tout maîtriser ».

« Nous avons tout préparé, tout simulé, même les budgets d'intervention. Le Maroc a désormais les pré-requis pour introduire une flexibilité des changes : une soutenabilité budgétaire à moyen terme, un système bancaire résilient et capable d'accompagner les opérateurs, un niveau valable des réserves de changes sécurisé sur le moyen terme ».

Notre commentaire :

En régime de flottement de change, en fonction du marché, la monnaie d'appréciera ou se dépréciera selon la loi de l'offre et la demande au niveau des marchés des monnaies, ce qui équivaut à dire qu'on va livrer le pouvoir d'achat des marocains au marché !

Les risques de spéculations sur une monnaie nationale sont une pratique courante, les exemples ne manquent pas : les monnaies nationales de la [Russie](#) et l'[Ukraine](#) en 2014 ont [perdu respectivement 48% et 42% de leurs valeurs](#), sans oublier dans ce cadre, les spéculations sur les monnaies de la Grèce, de l'Espagne, ... dans les années 2010/2011 en pleine crise de la zone Euro ! Dans ces cas, les citoyens commencent naturellement à épargner en devises étrangères « solides » pour préserver leur pouvoir d'achat (Cas de l'[Egypte](#), Liban, Turquie, Russie, ...). La chute des réserves en devises de l'Etat ont des conséquences néfastes : pénurie, incapacité à importer (le Maroc importe 50% de ses besoins en céréales par exemple) ... **Si nous ajoutons à cela que le seul mécanisme possible pour l'Etat pour soutenir la monnaie nationale est le rachat de cette monnaie avec ses réserves de change**, ce qui va créer la demande espérant le redressement de la valeur. Or, le Maroc ne dispose pas de grandes réserves de change et pourra dans un cas similaire perdre en quelques jours la réserve qu'il a mis des années à constituer ! **Un autre moyen extrême de sauver la valeur de la monnaie est le retour mécanique à un régime de change fixe**, ce qui sera considéré comme un grand échec national et que l'on a rêvé plus que nos moyens !

Le passage à un taux de change flottant avec risque maîtrisé suppose que l'économie soit suffisamment solide et que son poids soit capable de supporter les chocs de spéculation. Or le PIB du Maroc ne peut supporter des mouvements spéculatifs dont les fonds réservés pèsent plusieurs centaines de milliards de dollars !

Cas d'école : « Début février[2010], le Financial Times rapportait qu'en une semaine les traders et les hedge funds, spéculant sur une baisse de l'euro, avaient accumulé 40 000 contrats contre cette devise pour un montant de huit milliards d'euros. Il ne faut pas s'étonner, dans pareilles conditions, que les analystes de Natixis (banque de financement et de services financiers du deuxième groupe bancaire français, BPCE - Banques populaires-Caisses d'épargne), rappelant que « la crise économique a causé la rupture du SME (système monétaire européen) en 1992-1993 », se soient récemment demandé si la crise actuelle « pourrait briser la zone euro aujourd'hui » » -([lien de la source](#)).

Nos questions :

- Quand BAM assure que « Le Maroc a désormais les pré-requis pour introduire une flexibilité des changes », est-il possible qu'il le démontre au peuple marocain ?
- Comment BAM compte prémunir la monnaie nationale des mouvements de spéculation ?

Argument BAM N°3 :

« Nous voulons que tous les segments soient bien préparés, y compris les banques, les opérateurs, les entreprises publiques concernées. Nous avons tenu et tiendrons des réunions avec les entreprises publiques, qui ont des engagements en devises, Autoroutes du Maroc, OCP, ONEE... Nous avons constitué un comité permanent avec les banques »

Notre commentaire :

L'école de l'idéologie néo-libérale, selon la théorie de son mentor Prix Nobel de l'économie Milton Friedman, pousse la logique de la privatisation jusqu'au bout et recommande d'aller jusqu'à la privatisation de l'armée et de la police ! L'Etat est appelé à disparaître au profit « du marché qui s'autorégule par lui-même ». Cette idéologie préconise que la banque centrale (BAM pour le cas du Maroc) doit non seulement « ne pas dépendre de l'Etat et ses institutions, mais disparaître et que les forces du marché vont se réguler et s'équilibrer mutuellement ». C'est dans cette logique qu'agit aujourd'hui BAM, notamment dans le processus de libéralisation vers le flottement de la monnaie nationale. BAM et derrière lui le FMI, considère que le marché pourra « éduquer les Etats ! » ([Critique d'Eric Berr](#), membre des « [Economistes atterrés](#) » lors de [l'université de printemps Anfass sur la justice sociale](#)).

D'abord, nous considérons que l'économie est une affaire éminemment politique ! Les choix économiques ne sont pas du seul ressort des « agents économiques » ou technocratiques, ils sont d'abord soumis à la volonté populaire, par le principe de la souveraineté populaire et nationale !

Ensuite, au regard des caractéristiques structurelles de l'économie marocaine, de la production, des échanges et des finances au Maroc, le flottement libre de la monnaie nationale engendrerait des grandes fluctuations périodiques (production agricole, exportation en phosphates, tourisme, transferts des marocains du monde, ...). Ceci aura des conséquences sur la croissance, sur la production économique, sur les échanges extérieurs, ...

Enfin, le Wali de Bank Al Maghrib BAM annonçait en Septembre dernier qu'il « mènera une campagne à la fois d'explication et de communication auprès des différents intervenants: le gouvernement à travers le ministère des Finances, le secteur bancaire, les opérateurs économiques, mais également auprès des journalistes et même de la société civile, afin d'expliquer ce qu'est ce tournant important, pourquoi on le fait et où on se dirige en l'instaurant ». Même cette concertation de façade n'a pas eu lieu !

Nos questions :

- **Nous estimons que la politique de libéralisation de change concerne tous les marocains et que ce n'est pas une simple mesure technique. A-t-on pris l'avis des marocains ou de leurs représentants ?**
- **Nous avons des éléments officieux qui confirment que les banques sont très conservatrices sur ce sujet en particulier. Est-ce que BAM a l'accord de sa commission des « agents économiques » ?**
- **Nous disposons d'éléments officieux et non confirmés que les banques marocains se sont dotées de solutions informatiques de trading. Ne s'agit-il pas d'une démarche d'anticipation sur une décision non encore actée ?**
- **Est-il envisagé que BAM explique au public le pourquoi de cette décision et surtout comment et par qui cette décision a été prise ?**

Principales conclusions

Comme expliqué plus haut, nous ne sommes pas dans une rigidité dogmatique qui se refuse de discuter de sujets qui nous paraissent « inacceptables idéologiquement ». En posant ce document au débat public, nous souhaitons contribuer à l'éclaircissement de certaines facettes capitales :

- Nous refusons les démarches qui stipulent la préparation dans les bureaux fermés de « réformes » qui conditionneront la vie de nos concitoyens. Nous considérons que l'économie est d'abord un sujet politique et que la décision économique doit être subordonnée à l'approbation politique d'une manière démocratique.
- Nous tenons fièrement à la souveraineté nationale et populaire sur la décision politique et économique. Nous refusons les « recommandations » imposées par les institutions financières internationales.
- Nous souhaitons que la question du régime du change prenne une place dans le débat public pour ensuite enclencher la prise de décision qui sied le mieux à notre pays.

05/01/2017

--

Mouvement Anfass Démocratique - حركة انفاس الديمقراطية

www.anfass.ma

<https://www.facebook.com/anfassmaroc>

<https://twitter.com/AnfassDemo>

<https://www.youtube.com/channel/UC63g7SezG052P2EJsmo5Mwg>